

Compte-rendu
Consultation citoyenne
3 juin 2018 - Strasbourg

Organisateurs : Les Jeunes Européens – France

Nombre final de participant.e.s : 16

Objectifs :

- Consulter les participant.e.s sur leur vision de l'avenir de l'Union européenne.
- Conduire une réflexion collective avec des participant.e.s de plusieurs pays européens sur plusieurs enjeux européens actuels dans la perspective des élections européennes de 2019 en utilisant des formats de discussion innovants.
- Produire des propositions politiques à destination des décideurs publics, qui seront portées dans le cadre des consultations citoyennes sur l'Europe, et potentiellement de la campagne des élections européennes de 2019.

Déroulé :

Après une introduction par l'équipe d'animation des Jeunes Européens - France, détaillant les objectifs et le déroulé de la journée, les participant.e.s se sont répartis selon les 5 thèmes de travail : lutte contre la criminalité organisée en Europe, travailler en Europe, jeunesse, enjeux des frontières et enjeux de l'intégration.

Une première session de travail a permis aux participant.e.s de se familiariser avec les différents thèmes en parcourant des documents ressources fournis par l'équipe d'animation, puis de formuler des constats et de dégager les principaux enjeux du sujets. Les participant.e.s étaient invité.e.s à se déplacer dans la salle pour aller contribuer à la réflexion sur plusieurs thèmes. Ceci a permis de favoriser les discussions en petits groupes et la participation de chacun.e.

A la fin de cette première session de deux fois 30 minutes, l'ensemble des participants se sont réunis pour restituer leurs réflexions, ce qui a donné lieu à des questions et a permis de compléter l'analyse en apportant de nouveaux éléments puisque tou.te.s les participant.e.s n'avaient pas eu le temps de contribuer à tous les thèmes.

Une deuxième session de travail visait à formuler des propositions concrètes et d'apporter des solutions aux enjeux et constats identifiés précédemment. Les participant.e.s étaient une nouvelle fois invité.e.s à se déplacer dans la salle pour contribuer aux discussions sur les différents thèmes.

A la fin de cette deuxième session de deux fois 30 minutes, une mise en commun a été réalisé pour que tou.te.s les participant.e.s puissent avoir une vue d'ensemble des propositions écrites et puissent réagir, commenter, questionner ces solutions dans le but de les améliorer.

Résultats de la journée :

Thème 1 : Enjeux des frontières en Europe

Constats	Enjeux	Propositions, solutions
<ul style="list-style-type: none"> - Déplacement des frontières européennes - Contrôle aux frontières extérieures et mise en place de "hotspots" - Pas de système européen harmonisé en matière d'asile - Existence d'accords de coopération pour gérer les flux migratoires avec des pays tiers (Afrique, Turquie). Certains de ces accords sont illégaux. - Existence de l'agence Frontex 	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurisation des frontières - Assurer / préserver la libre circulation - Coopération européenne: partager les responsabilités en matière de migration - Gérer les flux migratoires - Lutter contre l'immigration illégale - Réforme du système Dublin - Enjeux concernant les droits de l'homme - Aide humanitaire - Harmonisation: recherche de consensus entre les politiques au niveau national - Enjeux diplomatiques dans les pays d'origine des migrants - Assurer l'hébergement d'urgence 	<ul style="list-style-type: none"> - Réformer Frontex pour en faire une vraie douane européenne soumise à un contrôle juridique et politique - Transformer le système Dublin III, basé sur un mécanisme de solidarité. Suppression du principe "pays d'arrivée = pays d'accueil" et de "pays tiers sûr" car cela ne fonctionne pas aujourd'hui. - Elargir les critères de la protection européenne subsidiaire d'asile pour inclure les protections liées aux enjeux climatiques, aux droits fondamentaux garantis par la CEDH. - Créer un réseau de police européen type FBI pour garantir la coopération entre les systèmes nationaux de police (frontières internes) et renforcer Europol - Créer une agence européenne du renseignement ou un service à la Commission européenne pour le renseignement, afin de lutter plus efficacement contre le terrorisme notamment. - Avoir une politique d'asile commune comme compétence exclusive de l'UE. L'UE définit une politique d'asile respectueuse des droits fondamentaux et appliquée dans tous les Etats membres.

Thème 2: Lutter contre la criminalité organisée en Europe

Typologies du crime organisé	Etat des lieux	Propositions, solutions
<ul style="list-style-type: none"> - Cyber-criminalité, - trafic de drogue, - trafic d'êtres humains (migrants, esclavage), 	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'Europol, d'un parquet européen et d'un mandat d'arrêt européen. - Problème de transmission 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les prérogatives d'Europol et Eurojust pour intensifier la coopération européenne entre les Etats

<ul style="list-style-type: none"> - trafic d'organes, - trafic d'oeuvres d'art, de produits exotiques (bois précieux, ivoire, etc.) et de médicaments - Terrorisme - Mafia - Paradis fiscaux et blanchiment d'argent 	<p>des informations entre services de renseignement nationaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des flux migratoires - Augmentation de la criminalité numérique (ex: Facebook, Cambridge Analytica) - De plus en plus de scandales: Panama Papers, Paradise Papers 	<p>membres de l'UE.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer une agence européenne de la coopération judiciaire et policière composée d'Europol (en charge de la police et du renseignement) et d'Eurojust (en charge du parquet européen et de la coopération judiciaire). - Europol aurait un volet préventif : campagne de sensibilisation auprès des citoyens, des entreprises, des administrations sur divers sujets comme la cybercriminalité; et un volet répressif : un FBI européen et le contrôle de l'agence Frontex. - Eurojust aurait un volet coopératif: établissement de règles policières et judiciaires communes: et un volet répressif : le parquet européen. - Imposer une taxe au niveau européen pour lutter contre les économies parallèles - Dissoudre les organisations mafieuses listées au préalable sur une liste noire.
--	---	---

Thème 3: Travailler en Europe

Constats	Enjeux	Propositions, solutions
<ul style="list-style-type: none"> - Pas de salaire minimum légal dans tous les Etats de l'UE - Le Socle européen des droits sociaux n'est pas contraignant - Faible acceptation de la concurrence sociale dans les pays de l'Ouest - Une accélération et une évolution des compétences recherchées dû aux évolutions et à la flexibilisation du marché du travail - Limitation du travail détaché - Existence d'Erasmus + 	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la mobilité des travailleurs en Europe - Améliorer l'adaptabilité et la mobilité professionnelle (compétences, formation...) - Simplifier l'entrepreneuriat (harmonisations nécessaires à l'échelle européenne) - Protéger les individus plutôt que les emplois dans le cadre d'une flexibilisation du marché de l'emploi - Respecter le principe de subsidiarité - Mettre fin aux discriminations envers les citoyens européens résidant dans un autre Etat membre 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer un statut européen des syndicats et des associations - Suppression de la limitation du travail détaché (proposition non consensuelle) - Créer une plateforme et un réseau européen des associations et des syndicats pour renforcer la protection et la représentation des travailleurs et des citoyens à l'échelle européenne - Créer un statut européen et un label européen de l'Economie Sociale et Solidaire, ainsi qu'une définition européenne et une compréhension commune de l'ESS

<p>pour les professionnels et les entrepreneurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de la plateforme EURES (portail européen de l'emploi) - Création d'une agence européenne du travail en cours. 	<p>(droit du travail, protection et prestations sociales, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Harmonisation des conditions de travail et des droits des travailleurs à l'échelle européenne 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer un salaire minimum décent indexé sur le pouvoir d'achat dans tous les Etats membres (proposition non consensuelle) - Harmoniser l'impôt sur les sociétés au niveau européen pour lutter contre le dumping fiscal - Créer un revenu universel européen qui remplace les minimas sociaux, l'indemnité chômage et les retraites (proposition non consensuelle)
--	---	---

Thème 4: Enjeux de l'intégration en Europe

Constats	Enjeux	Propositions, solutions
<ul style="list-style-type: none"> - Deux types d'intégration: intégration des individus (immigrés par ex) et de nouveaux pays dans l'UE. - Question des différents types d'intégration: assimilation (ex: France, Allemagne, Suisse, les individus sont traités équitablement, refus de la différenciation) et multiculturalisme (ex: Canada, Royaume-Uni, prise en compte des différences des individus, promotion des différenciations) - La politique d'intégration est une compétence régaliennne et il y a des clivages importants entre les Etats membres - Perspective d'un élargissement de l'UE aux pays des Balkans occidentaux (Serbie, Monténégro, ARYM, Albanie, Kosovo, Bosnie-Herzégovine), à la Turquie ? mais aussi à la Moldavie et l'Ukraine ? - La Russie a une influence plus ou moins forte sur les 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les us et coutumes, les moeurs et traditions des citoyens quelle que soit leur culture - Respecter la culture, la langue, la religion des citoyens et combattre les stéréotypes et les préjugés contre certaines cultures - Permettre la cohabitation des différences - Reconnaître et respecter les langues régionales - S'interroger sur la question du port des signes religieux. - Garantir la participation de tous à la société (vivre ensemble, faire société), mixité sociale. - Compenser les inégalités sociales et lutter activement contre le racisme et les discriminations. - Mettre en place une politique d'intégration équitable ou qui prendrait en considération les différences entre les individus pour combattre les discriminations et le communautarisme. - Reconnaissance et prise en compte des minorités 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer une citoyenneté européenne de résidence qui pourrait être demandée par des citoyens non européen résidant dans l'UE depuis 5/10 années (?). Cette citoyenneté de résidence leur donnerait accès à certains droits des citoyens de l'UE comme le vote aux élections municipales et européennes, la libre circulation, etc. - Protéger les cultures et identités européennes en respectant leur diversité : reconnaissance des langues régionales, identité inclusive, lutte contre les discriminations - Faire de la démocratie et du respect de l'Etat de droit des critères effectifs d'appartenance à l'UE, notamment face au constat d'un non-respect de ces principes dans certains Etats membres (élections libres, liberté de la presse, d'expression, etc.) - Respecter les minorités, quelles qu'elles soient, en leur octroyant des droits politiques d'expression. - Faire exploser le tabou de la religion en Europe pour plus de

<p>pays d'Europe de l'Est notamment.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il existe différents types de régime politique de tolérance: l'empire multinational, la société internationale, la consociation (cohabitation côte à côte des communautés), l'Etat-nation, la société d'immigration. 	<p>culturelles, par ex avec des accommodements raisonnables.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Se questionner sur la mise en place d'une politique d'intégration multiculturaliste ou d'assimilation. - Mettre en place une politique d'asile commune européenne. 	<p>débat entre les Etats membres sur la place de la religion dans la société.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accorder le droit de vote (à toutes les élections) aux citoyens européens dans le pays de leur résidence principale depuis 5/10 années (?).
---	--	---

Thème 5: Politiques jeunesse en Europe

Constats	Enjeux	Propositions, solutions
<ul style="list-style-type: none"> - Existence de programmes de mobilité: Erasmus +, SVE, chantiers volontaires - Existence de la garantie jeunesse (travail, formation) - Protection des droits de l'enfant (sur internet, pour les jeux vidéos, etc.) - Existence du Pacte européen de la Jeunesse - Renouvellement de la Stratégie Jeunesse de l'UE (en cours) - La jeunesse est une compétence d'appui de l'UE - Grande diversité de la jeunesse européenne (ex documentaire Génération What) - Grandes différences entre les Etats membres concernant les politiques jeunesse - Existence du Forum européen de la jeunesse 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'apprentissage des langues, - Manque d'accès aux programmes européens pour la jeunesse: défaut de communication, d'information, peur de partir, manque de bourses - Manque de financements pour les programmes européens - Harmonisation des formations - Européanisation des politiques en faveur de la jeunesse en Europe - Augmenter l'aide financière aux jeunes avec moins d'opportunités - Améliorer le dialogue structuré à l'échelle nationale et européenne - Etre vigilant quant à la différence entre le contenu et la conduite de la Stratégie jeunesse de l'UE (promesses non tenues). 	<ul style="list-style-type: none"> - Pour une européanisation de la formation des enseignants (un mois obligatoire à l'étranger pour observer et découvrir d'autres pratiques enseignantes) - Pour un statut européen de l'assistant de langue (revenu décent, accessibilité du programme, formation à l'accompagnement en langue) - Pour une réelle démocratie participative du Dialogue structuré (présence obligatoire des ambassadeurs en commission, transformer le processus consultatif en propositions contraignantes pour les institutions) - Pour une obligation de jumelages entre établissement scolaires pour favoriser l'existence de partenariats et de correspondance entre élèves - Pour un statut européen de l'étudiant, du stagiaire et de l'apprenti donnant accès à des droits et des services

Photos de l'évènement :



